



20241118 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/61237/en-tunisie-les-prisons-sont-remplies-de-migrants-subsahariens-condamnes-pour-sejour-irregulier>

Grand angle



Des migrants manifestent en Tunisie (archives). Crédit : Picture alliance

En Tunisie, "les prisons sont remplies de migrants subsahariens" condamnés pour "séjour irrégulier"

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 18/11/2024

Depuis quelques semaines, les arrestations dans les rues tunisiennes visant les migrants se sont accentuées. Après leur interpellation, les exilés sont condamnés pour "séjour irrégulier" et écopent de plusieurs mois de détention. La situation est telle que, selon des exilés en contact avec InfoMigrants, "les prisons sont remplies de Subsahariens", enfermés aux côtés de prisonniers de droit commun.

Un peu plus d'un mois après la réélection du président sortant Kaïs Saïed, avec 90 % des voix, la criminalisation des migrants en Tunisie a pris une nouvelle tournure. Les Noirs vivant dans le pays ne risquent plus seulement d'être [abandonnés dans le désert](#), à la frontière algérienne ou libyenne, après une interpellation. Ils encourent désormais des peines de prison ferme, aux côtés de détenus tunisiens de droit commun.

Ibrahim* en a fait l'amère expérience. Ce Guinéen de 23 ans sort tout juste du centre de détention de Mornaguia, à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Tunis. Il a été arrêté le 30 octobre dans une rue de la capitale tunisienne. "J'attendais un taxi pour rentrer chez moi quand des policiers m'ont interpellé", rapporte-t-il.

Koffi*, un Ivoirien de 43 ans, raconte la même histoire. Le 20 octobre, trois policiers en civil sont venus l'arrêter dans l'entreprise de menuiserie pour laquelle il travaille au noir à Tunis, puis l'ont envoyé en prison.

"Chasse à l'homme"

"Ce genre d'arrestations suivies d'une période d'incarcération, ce n'est pas nouveau. Mais ces derniers temps, c'est récurrent", assure Sakia Traoré, secrétaire fédéral de la Fédération des Ivoiriens en Tunisie (Faci), qui reçoit régulièrement des témoignages de migrants sortis de détention. "Les exilés sont arrêtés dans la rue, les transports en commun ou les gares... À Sousse, Sfax ou Tunis. Cela se passe dans tout le pays".

A lire aussi

[Tunisie : les migrants terrifiés par la vague d'"arrestations générales" visant les Subsahariens dans le pays](#)

"En ce moment, c'est une véritable chasse à l'homme", lance Ibrahim. "Les policiers ciblent des quartiers où vivent les Subsahariens [comme le quartier Ariana, à Tunis, ndlr] et procèdent à des rafles. Plusieurs de mes amis ont vécu la même mésaventure que moi et certains ont été envoyés en prison deux ou trois fois", signale le Guinéen.

Quelques-uns parviennent à éviter une interpellation en échange d'un pot-de-vin. Jean*, demandeur d'asile en Tunisie, a aidé plusieurs personnes à échapper à la prison. "L'autre jour, j'ai donné 100 dinars [près de 30 euros, ndlr] à un policier en civil pour qu'il laisse mon ami. Le lendemain, j'ai fait la même chose avec deux femmes de mon quartier, pour la même somme", raconte cet autre Ivoirien.

Des condamnations à la chaîne

Pour les moins chanceux, le processus reste toujours le même : les migrants interpellés sans titre de séjour sont envoyés quelques heures au poste de police, puis à la prison de Bouchoucha (à l'ouest de Tunis). Cette "maison d'arrêt, où sont regroupées les personnes placées en garde à vue à Tunis, est souvent présentée comme le pire lieu de détention de Tunisie", selon un [rapport](#) de l'ONG Avocats sans frontières.

Les personnes ne passent que quelques jours dans cette prison, où s'entassent 60 à 70 prisonniers par cellule, avant de comparaître au tribunal.

L'entrevue devant le juge se fait à marche forcée, en quelques minutes seulement. Trois questions suffisent aux magistrats pour rendre leur verdict : "Quel est votre identité ? Comment êtes-vous entré en Tunisie ? Avez-vous un titre de séjour ?"



Des migrants à Sfax, dans le centre-est de la Tunisie, en juillet 2023. Crédit : Reuters

Les audiences pour "séjour irrégulier" se déroulent à la chaîne. Lors de son passage au tribunal début novembre, Ibrahim dit s'être retrouvé au côté d'une trentaine de Subsahariens, dont deux mineurs, une dizaine de femmes et une enceinte de huit mois. Tous ont été inculpés car en situation irrégulière sur le territoire tunisien.

Mais impossible de savoir combien de personnes ont déjà été emprisonnées de cette manière, les autorités tunisiennes refusent de communiquer les chiffres des condamnations pour "séjour irrégulier".

Selon [la loi n°68-7 du 8 mars 1968](#), relative à la condition des étrangers en Tunisie, un sans-papiers s'expose à une peine d'"emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 6 à 120 dinars" (1,80 euros à 36 euros) pour "séjour irrégulier". Dans les faits, ils sont le plus souvent condamnés à des peines de deux à six mois de prison.

Ce texte, ancien mais jusque-là très peu appliqué, semble de plus en plus utilisé par les autorités tunisiennes pour enfermer les migrants en situation irrégulière. "Depuis février 2023 [date d'un discours virulent du président tunisien à l'encontre des Subsahariens, ndlr], on observe une hausse des condamnations pour ce motif. Et cela encore pris de l'ampleur ces dernières semaines", affirme Romadhane Ben Amor, du Forum tunisien économique et social (FTDES). "C'est une manière de criminaliser un peu plus les migrants".

"Chaque jour, ça rentre, ça sort"

Une fois condamnés, les exilés interpellés à Tunis sont ensuite transférés dans la prison de Mornaguia. Ce centre de détention "est rempli de Subsahariens, de toutes les nationalités", alerte Koffi. Pendant deux mois, cet Ivoirien a partagé sa cellule avec quelque 80 migrants dans une "chambre des étrangers", terme qui désigne les cellules occupées uniquement par des Noirs.

Ibrahim a, lui, été enfermé 14 jours avec une centaine de personnes, des exilés mais aussi des Tunisiens condamnés pour usage de drogues, vols, ou violences. "Chaque jour, ça rentre, ça sort. Des Noirs sont libérés et d'autres arrivent, toujours pour le même motif. Les Subsahariens ne restent que quelques mois, alors que les Tunisiens passent plusieurs années derrière les barreaux", explique le jeune Guinéen.

A lire aussi

[Tunisie : arrestation de plusieurs membres d'une ONG d'aide aux migrants](#)

La proximité avec des prisonniers potentiellement dangereux est une épreuve supplémentaire pour les migrants. Dans chaque cellule partagée avec des Tunisiens, un chef – appelé par les détenus "kabran", qui signifie patron en arabe - organise la vie derrière les barreaux. "C'est lui qui fait la loi, on est obligé de faire ce qu'il dit sinon il nous frappe. S'il vous dit de vous coucher à 19h, vous devez dormir. C'est aussi lui qui vous attribue une place dans la cellule", se souvient Ibrahim.

Comme à l'extérieur, le racisme et les mécanismes de domination resurgissent dans les établissements pénitentiaires de Tunisie. Les Noirs sont parqués dans un coin de la pièce, le plus souvent près des toilettes. Ils doivent partager des lits à cinq ou six personnes, quand les Tunisiens dorment à deux sur la même couchette. Si la pièce est saturée, des exilés peuvent être contraints de dormir à même le sol.

"La souffrance que j'ai vue dans les prisons tunisiennes, je ne l'ai jamais vu en Libye"

Contrairement aux Tunisiens, les migrants n'ont pas de famille en Tunisie et ne peuvent donc pas recevoir de nourriture, de produits d'hygiène ou de vêtements de leurs proches. "Nous, on reste avec les mêmes habits. Pendant deux semaines, j'ai porté le même pantalon et le même tee-shirt", dit Ibrahim. "La nourriture est très mauvaise, on a droit à un seul repas par jour.

Donc sans aide extérieur, c'est très dur. En fait, cela sert tout juste à nous maintenir en vie", renchérit Koffi.

Les exilés affirment aussi que les prisons tunisiennes sont confrontées à des cas de gale et de tuberculose, et infestées de punaises de lit et de cafards.



L'intérieur du centre de détention de Zintan en Libye, en mars 2019. Crédit : DR

Autant de facteurs qui rendent le séjour des migrants dans les geôles tunisiennes particulièrement traumatisant. Même pour Ibrahim, qui a passé cinq ans dans "l'enfer libyen". En contact avec InfoMigrants depuis de nombreuses années, le jeune Guinéen a raconté à plusieurs reprises ses différentes incarcérations en Libye, dans les prisons de Tarik el Siqqa ou encore de Zaouia. Des lieux où les violences sont légion et les droits des migrants continuellement bafoués.

Et pourtant Ibrahim est catégorique : selon lui, la vie en prison demeure plus difficile en Tunisie qu'en Libye. "La souffrance que j'ai vue à Monarguia, je ne l'ai jamais vue en Libye. C'est vrai que les gardiens libyens sont violents, qu'on est victimes de travail forcé et d'agressions, mais en Tunisie les conditions de vie sont plus dures moralement", confie-t-il. "En Libye, on était tous dans la même situation. Ici, on est incarcéré aux côtés de criminels, de braqueurs... qui sont condamnés à 12 ou 15 ans de prison. Alors que toi tu es là seulement à cause d'un problème de papiers et tu es traité de la même manière qu'eux. Ce pays me fait de plus en plus peur".

**Les prénoms ont été modifiés.*